
MENTIONS LÉGALES

ÉDITION

Comité Départemental Sports Pour Tous 49
7 Rue Pierre Coubertin
Maison Départementale des Sports
BP 43527
49130 Les Ponts de Cé CEDEX
Responsable de la rédaction : Tanguy Véron

CONCEPTION

Margaleon
Nom Complet : Margaux Véron
margaleon@tutanota.com
+ 33622007536

HÉBERGEMENT

Service de cloud computing Heroku faisant partie de Salesforce
415 Mission Street
Suite 300
San Francisco, CA 94105

CONDITIONS D'UTILISATION

L'utilisation du présent site implique l'acceptation pleine et entière des conditions générales d'utilisation décrites ci-après. Ces conditions d'utilisation sont susceptibles d'être modifiées ou complétées à tout moment.

INFORMATIONS

Les informations et documents du site sont présentés à titre indicatif, sans de caractère exhaustif, et ne peuvent engager la responsabilité du propriétaire du site. Le propriétaire du site ne peut être tenu responsable des dommages directs et indirects consécutifs à l'accès au site.

INTERACTIVITÉ

Les utilisateurs du site possédant un compte peuvent y déposer du contenu, apparaissant sur le site dans des espaces dédiés (notamment via l'espace du journal

de bord). Le contenu déposé reste sous la responsabilité de leurs auteurs, qui en assument pleinement l'entière responsabilité juridique.

Le propriétaire du site se réserve néanmoins le droit de retirer sans préavis et sans justification tout contenu déposé par les utilisateurs qui ne satisferait pas à la charte déontologique du site ou à la législation en vigueur.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Sauf mention contraire, tous les éléments accessibles sur le site (textes, images, etc.) restent la propriété exclusive de leurs auteurs, en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle ou les droits d'usage. ¹

Toute reproduction, représentation, modification, publication, adaptation de tout ou partie des éléments du site, quel que soit le moyen ou le procédé utilisé, est interdite, sauf autorisation écrite préalable de l'auteur. ^{2 3}

Toute exploitation non autorisée du site ou de l'un quelconque des éléments qu'il contient est considérée comme constitutive d'une contrefaçon et passible de poursuites. ⁴

LIENS

Liens sortants

Le propriétaire du site décline toute responsabilité et n'est pas engagé par le référencement via des liens hypertextes, de ressources tierces présentes sur le réseau Internet, tant en ce qui concerne leur contenu que leur pertinence.

Liens entrants

Le propriétaire du site autorise les liens hypertextes vers l'une des pages de ce site, à condition que ceux-ci ouvrent une nouvelle fenêtre et soient présentés de manière non équivoque afin d'éviter :

- tout risque de confusion entre le site citant et le propriétaire du site
- ainsi que toute présentation tendancieuse, ou contraire aux lois en vigueur.

Le propriétaire du site se réserve le droit de demander la suppression d'un lien s'il estime que le site source ne respecte pas les règles ainsi définies.

CONFIDENTIALITÉ

Tout utilisateur dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux données personnelles le concernant, en effectuant sa demande écrite et signée, accompagnée d'une preuve d'identité. ^{5 6 7 8}

Le site ne recueille pas d'informations personnelles, et n'est pas assujetti à déclaration à la CNIL. ⁹

CRÉDITS

Mentions légales fournies par WebExpress – Version 1.6 – Utilisation libre sous Licence Creative Commons CC BY-NC-ND 3.0 FR / [creativecommons.org](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/).

1. Articles L111-1 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle du 1er juillet 1992 ↵
2. Article 41 de la loi du 11 mars 1957 ↵
3. Article L. 226-13 du Code pénal et la Directive Européenne du 24 octobre 1995 ↵
4. Articles L.335-2 et suivants du Code de Propriété Intellectuelle ↵
5. Loi n° 78-87 du 6 janvier 1978, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ↵
6. Articles 38 et suivants de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ↵
7. Loi du 1er juillet 1998 transposant la directive 96/9 du 11 mars 1996 relative à la protection juridique des bases de données ↵
8. Loi n° 2004-801 du 6 août 2004 ↵
9. Article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique ↵